

# JOHN ABBOTT, URBANISTE SUD-AFRICAIN: RECOUDRE LE TISSU URBAIN

**Près d'un milliard de personnes vivent dans les bidonvilles du Tiers-Monde. Les autorités souhaitent souvent raser ces quartiers. John Abbott estime, lui, qu'il faut les aménager et les intégrer peu à peu au tissu urbain.**

**Combien de personnes au monde vivent dans les quartiers informels, plus souvent appelés "bidonvilles" ou "taudis"?**

Entre 40 à 50% de la population des villes du Sud, soit environ un milliard de personnes. Ces quartiers grandissent plus ou moins vite selon les continents. Ils ont atteint leur extension maximale dans presque toute l'Amérique latine mais continuent à se développer en Asie et en Afrique noire. Dans ma ville, LeCap, ils grossissent de 10% par an. Mais en Afrique du Sud, sous l'apartheid, les quartiers informels étaient rarement autorisés à s'étendre.

**Quelles sont les principales caractéristiques de ces quartiers?**

D'abord, leurs habitants n'ont en général aucun droit juridique sur le terrain qu'ils occupent. Ensuite, ces quartiers ne sont pas intégrés dans un plan officiel d'urbanisme. La plupart du temps, ils sont donc totalement ou quasi totalement privés des services de base comme l'adduction d'eau et le réseau d'égouts. Enfin, les logements ont été construits par les habitants, de la façon la plus sommaire.

**Ces quartiers s'étendent-ils parce que les logements décentes sont trop chers?**

Le problème est à la fois financier et foncier. La terre est un bien que les riches et les classes moyennes peuvent acquérir mais pas les pauvres. D'un côté, les propriétaires des terrains privés veulent en tirer le plus d'argent possible – et traiter avec les démunis n'est généralement pas perçu comme une option très rentable. De l'autre, beaucoup de villes ont encore un domaine public très étendu mais les municipalités du Sud n'ont ni les ressources ni la stratégie nécessaires pour répondre à l'énorme afflux d'immigrants des campagnes. Ces populations cherchent à améliorer leur situation économique mais ne peuvent s'offrir un logement décent.

**La solution n'est-elle pas de construire et de subventionner davantage de logements?**

Le service public du logement est une administration bureaucratique, qui ne peut faire face à ce type de problèmes. La première réaction des autorités est la même partout: elles essaient de construire davantage de logements à prix modiques pour supprimer les quartiers informels. Mais elles n'y parviennent jamais, parce qu'elles ne développent que des zones régies par des normes précises d'infrastructure, d'urbanisme et de construction immobilière.

**Quand un quartier informel est détruit, ses habitants sont en général dispersés de façon aléatoire. Ils perdent les liens qui existaient non seulement entre individus mais à l'échelle du groupe**

Au lieu d'imaginer d'autres solutions, ces lourdes bureaucraties s'obstinent: elles construisent trop lentement trop peu d'habitations qui sont trop chères pour les pauvres auxquels on les destine. En fait, ces normes détournent l'Etat du vrai problème, qui est d'aider les indigents des villes. Au Brésil, en dépit de toutes les bonnes intentions, les logements publics ont été occupés par les classes moyennes et n'ont jamais profité aux pauvres.

**Pour la plupart des municipalités, l'état des bidonvilles est si lamentable qu'il faut détruire les baraques et construire des maisons neuves. Pourquoi combattez-vous cette stratégie avec tant d'acharnement?**

D'abord, parce qu'on ne construit pas de logements supplémentaires, on remplace simplement des logements. On n'ajoute donc rien au parc immobilier existant. Financièrement, il n'y a aucune bénéfice mais de lourdes pertes. Le coût social aussi est immense, car on détruit tous les réseaux et mécanismes de solidarité que les habitants de ces quartiers avaient créés pour survivre. On ne relogé jamais, en fin de compte, toutes les familles. Certaines seront déracinées et laissées sans toit, sauf à s'installer dans un autre quartier informel. On ne cesse de le constater.

**Mais ne vaut-il pas mieux offrir aux habitants des logements convenables plutôt que de les laisser dans des taudis?**

Posons plutôt la vraie question: vaut-il mieux offrir à 10% des habitants des logements convenables et laisser les autres dans des taudis, ou aider 100% de la population à améliorer lentement ses conditions de vie?

**Vous parlez souvent des réseaux de solidarité des bidonvilles, que vous assimilez à un "capital social". Qu'entendez-vous par là?**

C'est un peu paradoxal. D'un côté, ces quartiers peuvent être des endroits très dangereux. A Rio de Janeiro, par exemple, les dealers organisent le trafic de drogue à partir des favelas, parce que la police ne peut y accéder ni les surveiller facilement. Les habitants des quartiers informels sont plus souvent victimes de crimes graves que ceux des zones urbaines à meilleurs revenus. Mais cette situation a pour effet de rapprocher les squatters. On ne peut pas évaluer en dollars ces réseaux de solidarité, mais c'est un capital social extrêmement précieux. La survie repose sur l'interdépendance. On n'a pas les moyens de s'en sortir seul. Si vous voulez exercer une activité informelle, vendre au marché des plats



D.R.

John Abbott (à gauche) et deux de ses collègues impliqués dans l'amélioration de l'habitat des quartiers informels du Cap.

cuisinés par exemple, qui va garder les enfants? Si vous n'êtes pas payé régulièrement, comment allez-vous vivre en attendant? Si vous tombez malade, qui va vous aider?

#### **Perd-on ce "capital social" en changeant de quartier?**

Quand un quartier informel est détruit, ses habitants sont en général dispersés de façon aléatoire. Ils perdent les liens qui existaient non seulement entre individus mais à l'échelle du groupe. Très souvent, les immigrants de chaque zone rurale se regroupent en ville. Ils ont donc beaucoup en commun et fonctionnent collectivement. Quand on les transfère, ils perdent ces liens. Et, facteur aggravant, les autorités locales des quartiers neufs traitent chaque famille en unité séparée, par la conception des logements, par les impôts qu'elle paie, etc. Tout le cadre de vie la pousse à un comportement individuel, et non collectif.

#### **Vous avez mis en lumière les grands défauts de l'approche administrative (du sommet vers la base) des municipalités face aux bidonvilles. Quelles sont les autres solutions?**

Elle dépendent dans une certaine mesure de la culture et des moyens finan-

ciers de la ville. Il y a deux grandes méthodes. La première se base sur la population et a été pratiquée dans des pays comme l'Inde, le Sri Lanka et le Pakistan, où la pauvreté est grande. L'exemple le plus célèbre est le quartier Orangi de Karachi. Ses habitants se sont donné comme priorité de construire un réseau

### **Nous voulons davantage qu'une simple amélioration des infrastructures dans ce qui resterait des banlieues dortoirs. Je ne pense pas que la restructuration physique va promouvoir à elle seule le développement économique. Il faut prendre le problème à la racine**

d'égouts, parce qu'ils n'avaient rien à attendre de la municipalité sur ce plan. Ils ont donc réuni l'argent et la main-d'œuvre nécessaires pour poser, avec l'assistance technique d'une ONG, leurs propres canalisations. Elles allaient jusqu'à des fossés à

ciel ouvert, à la limite du quartier. Cette situation a forcé les autorités locales à rattacher leur réseau d'égouts à une installation de retraitement.

La seconde méthode a été pratiquée au Brésil, où existe un partenariat plus organisé entre associations d'habitants, experts et ONG. Ce type de coopération permet une vision plus large et à plus long terme. Au lieu de se concentrer sur un seul point, le réseau d'égouts par exemple, on envisage d'autres problèmes comme le logement et les transports publics. On commence par mettre au point des projets sur ce qu'on souhaite pour le quartier, sur la façon dont on veut le voir grandir et se développer. Cette approche nécessite en général des financements extérieurs, notamment pour l'infrastructure. Fondamentalement, les deux méthodes reflètent l'écart de richesse entre des villes comme Rio et Karachi.

#### **Comment avez-vous procédé au Cap?**

Nous avons développé le modèle brésilien et, en prenant appui sur le dynamisme de la population, nous tentons d'étoffer le tissu économique des quartiers informels. Nous voulons davantage qu'une simple amélioration des infrastructures dans ce qui resterait des banlieues dortoirs. Je ne ▶

## COMME CHEZ LUI DANS LES BIDONVILLES

«*Je suis né dans une région très pauvre d'Angleterre. C'est probablement la raison pour laquelle je me sens très à l'aise dans les quartiers informels*», confie John Abbott. Coordinateur au département urbanisme de l'Université du Cap, il a contribué à améliorer les conditions de vie des bidonvilles d'Afrique du Sud, ce qui lui vaut une réputation internationale. «*Les gens vivent dans le même quartier parce qu'ils ont besoin les uns des autres, estime-t-il. C'est particulièrement vrai dans les endroits où la grande majorité de la population est très pauvre. Je ne dis pas que la solidarité naît uniquement de la pauvreté mais quand on n'a pas de voiture, de télévision, ou d'autres objets qui confortent la vie privée, on dépend plus de la collectivité pour quantité de services et pour avoir une vie sociale, se distraire*».

John Abbott a découvert l'Afrique à l'âge de 12 ans, lorsque ses parents se sont installés en Ouganda puis au Kenya. Il est retourné au Royaume-Uni pour faire ses études universitaires, avant de travailler en Afrique du Sud, en tant qu'ingénieur puis urbaniste.

Réagissant aux brutalités de l'apartheid, il a fondé en 1985 une ONG, Planact, qui a rassemblé des associations et des syndicats militant pour le respect des droits humains. L'année suivante, il s'implique à Port Elisabeth: les résidents blancs voulaient raser un quartier informel qui s'étendait trop près de chez eux. Planact et John Abbott, avec l'appui financier de plusieurs grosses compagnies, travaillaient à l'aménagement de ce quartier lorsque l'état d'urgence a été décrété.

«*Un bon prétexte pour investir le quartier: l'armée l'a totalement rasé avec ses bulldozers, se souvient J. Abbott. Toutes les familles ont été expulsées. Elles sont allées vivre dans un camp provisoire, où beaucoup de gens sont morts de malnutrition ou de maladie*». Rares ont été les personnes informées de ces événements: les journaux ne pouvaient aborder ces sujets classés «*secrets militaires*».

«*Ce fut l'un des moments qui a transformé ma vie, dit-il. Depuis lors, je me suis consacré de plus en plus aux quartiers informels*», tout en gardant un pied dans le monde universitaire. ■

pense pas que la restructuration physique va promouvoir à elle seule le développement économique. Il faut prendre le problème à la racine. Notre objectif ultime est d'intégrer ces quartiers au tissu urbain.

Nous avons un projet pilote qui concerne plus de 2 500 familles, soit environ 10 000 personnes. Nous avons commencé par utiliser des images satellites du quartier pour mettre au point un plan informatisé qui offre à chacun une vision claire des lieux – chaque famille peut voir où elle se situe. Nous réunissons ensuite des informations démographiques et économiques sur les ménages. Il s'avère qu'il y a beaucoup de travailleurs du bâtiment. Nous avons donc appuyé la formation d'un groupe d'ouvriers qualifiés pour réhabiliter le quartier.

Nous avons aussi constaté qu'environ 30% des habitants ont un emploi déclaré, 40% travaillent dans le secteur informel et 30% n'indiquent aucune source de revenus. Nous avons clairement indiqué sur le plan toutes les entreprises informelles, et nous essayons de trouver des moyens de les aider. Par exemple, des contacts ont été pris avec plusieurs tour-opérateurs qui emmènent des touristes dans le quartier pour stimuler le commerce. Nous collectons aussi des fonds à l'étranger pour construire un marché qui soutiendra le tourisme.

**Serait-il absurde, à votre avis, de réhabiliter un quartier sans stratégie globale de développement?**

Cela dépend de la ville. En Inde, il est difficile d'imaginer le jour où ces zones se normaliseront: il y a trop de gens pour trop peu d'espace. Au Cap, nous avons encore le temps de régulariser les quartiers infor-

mels. Dans les villes africaines en général, il est possible d'associer aux besoins immédiats une vision et une stratégie à long terme.

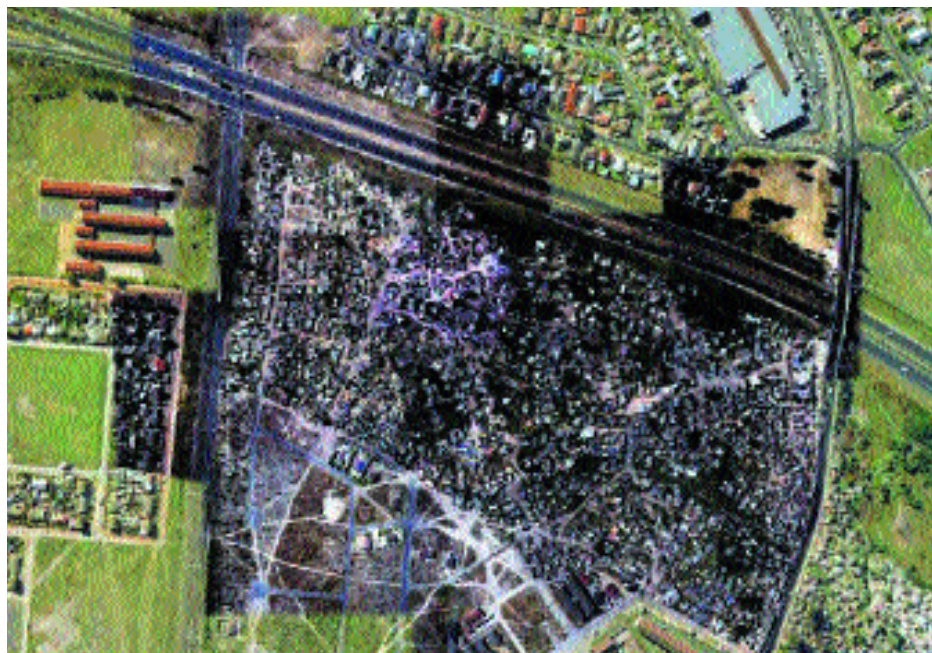
**Qu'entendez-vous par "régulariser" les quartiers informels?**

Il faut sécuriser sous une forme quelconque l'occupation du terrain. Les titres de propriété sont une solution, mais pas la seule. Il faut aussi régler le problème des voies d'accès, des services sanitaires et sociaux. Le Cap a sans doute le taux de tuberculose le plus élevé du monde, à cause des inondations en hiver. Les maladies transmises par l'eau font des ravages particulièrement graves dans ces quartiers. La vie dans des espaces sombres, humides, renfermés, puant le pétrole, contribue aussi à la mortalité infantile.

**Nous avons parlé jusqu'ici de l'amélioration des conditions de vie des habitants des bidonvilles. Mais que prévoyez-vous pour le flux des nouveaux arrivants?**

Il ne faut sûrement pas donner la priorité à la construction de grandes routes ou de larges espaces publics! Travaillons plutôt à concevoir un minimum de base à très faible coût et rapidement réalisable. Les autorités locales peuvent commencer par délimiter des terrains à bâtir qui utiliseront l'espace au mieux. Au Brésil, ils ont opté pour des immeubles à étages mais, en Afrique, la population préfère le plain-pied. On peut malgré tout prévoir des densités allant jusqu'à 100 logements par hectare. Les grands espaces publics ne sont pas une nécessité à ce stade. Au lieu de routes bien pavées, traçons déjà de simples voies

Des images aériennes informatisées sont utilisées pour planifier les accès aux quartiers informels.





D.R.

Les ouvriers de la construction qui vivent dans ces quartiers du Cap sont mobilisés pour améliorer l'habitat.

d'accès. Pour l'eau, dessinons un réseau sommaire qui mettra une fontaine à moins de 100 mètres de chaque logement. Puis, en tenant compte des cultures et de l'état du sol, installons des équipements sanitaires de base – fosses d'aisances ou toilettes collectives.

L'objectif est de fournir aux gens l'infrastructure et les services qui ont un sens pour eux. Au Brésil, les espaces impropres à la

construction servent de terrains de football et personne ne viendra jamais les squatter. En Afrique du Sud, on pourrait laisser un peu de place pour une crèche ou une école, si c'est ce que les habitants veulent.

#### **Votre travail s'est heurté à une forte résistance politique. Pourquoi?**

Les quartiers de squatters sont perçus comme des lieux dangereux dont il

faut se débarrasser. Et puis, les municipalités représentent aussi les habitants des quartiers "normaux", qui ont peur des bidonvilles. Ceux-ci inspirent aussi aux autorités une sorte d'"effroi technique". A leurs yeux, ils n'ont aucune identité, aucun ordre; ils ne respectent aucune norme. "Que faire dans des endroits pareils?", disent les élus en levant les bras au ciel.



## Oui, je désire m'abonner, ou abonner un(e) ami(e) au COURRIER DE L'UNESCO

LANGUE CHOISIE:  Français  Anglais  Espagnol

LE COURRIER DE L'UNESCO paraît en 27 langues, si vous êtes intéressé(e) par ces autres éditions, veuillez nous consulter.

TARIFS (frais d'expédition inclus):

#### *Pays industrialisés:*

- 1 an: 211FF (32,15€) au lieu de 249FF\* pour 11 numéros dont un double  
 2 ans: 396FF (60,35€) au lieu de 498FF\* pour 22 numéros dont deux doubles  
 Reliure: 72FF (11€) pour 11 numéros dont un double

\* Prix de vente au numéro

#### *Étudiants, chômeurs (joindre un justificatif), pays en développement:*

- 1 an: 132FF (20,10€) pour 11 numéros dont un double  
 2 ans: 211FF (32,15€) 22 numéros dont deux doubles

**Vous souhaitez des renseignements ou vous abonner directement par téléphone?**

**Appelez-nous gratuitement au numéro vert 0 800 555 333**

Deux semaines environ sont nécessaires pour faire enregistrer votre abonnement par nos services: vous ne recevrez donc votre premier numéro qu'après ce délai.  
 La liste des thèmes déjà parus du COURRIER DE L'UNESCO est disponible sur simple demande.

Je joins mon règlement global de \_\_\_\_\_ F à l'ordre de l'UNESCO

Chèque bancaire ou postal sauf Eurochèque

Visa

Eurocard

Mastercard

N° de carte \_\_\_\_\_

Expire le \_\_\_\_\_

Nom (M.Mme. Mlle.): \_\_\_\_\_

Prénom: \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_

Code postal: \_\_\_\_\_

Ville: \_\_\_\_\_

Pays \_\_\_\_\_

Signature obligatoire: \_\_\_\_\_

Facultatif. Activité professionnelle: \_\_\_\_\_

Pour les enseignants, matière enseignée: \_\_\_\_\_

Pour les étudiants, filière suivie: \_\_\_\_\_

Age: \_\_\_\_\_

Numéro de téléphone: \_\_\_\_\_

*Loi Informatique et Libertés: vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant auprès de l'éditeur et vous pouvez vous opposer à la cession de vos coordonnées.*

Bulletin d'abonnement à retourner avec votre règlement au COURRIER DE L'UNESCO, Service Abonnements: 31, rue François-Bonvin 75732 Paris CEDEX 15 (France)

Tél.: 01 45 68 45 91, Fax: 01 45 68 57 45, e-mail: courrier.unesco@unesco.org

Pour les paiements effectués dans une autre monnaie, veuillez vous adresser directement à l'un de nos agents de vente dont l'adresse figure au verso.

► Nous leur avons d'abord démontré qu'aucun effort pour développer le logement régulier ne résoudrait le problème du logement irrégulier: il allait continuer à s'aggraver quelles que soient les sommes consacrées à la construction immobilière. Ce point a fini par être admis au bout de quelques années. L'étape suivante consiste à prouver que la réhabilitation constitue une méthode viable et généralisable.

**Comment intégrer les quartiers informels du Cap au reste de la ville?**

Pour commencer, nous les inscrivons sur le plan. On sait où ils sont, donc on peut créer des voies d'accès pour les relier aux autres quartiers. C'est déjà un grand progrès. La ville brésilienne de Belo Horizonte, qui est un peu notre modèle, a trois millions d'habitants, dont 40% vivent dans des favelas. Sur le plan de la ville publié vers 1980, époque où la junte militaire a quitté le pouvoir, on n'en voit pas la moindre trace. Pour ces quartiers où vivaient des milliers de personnes, l'espace, sur le plan, était vide.

Il faut aussi traiter le problème au niveau de l'agglomération tout entière, savoir dans quelle direction ces quartiers vont sans doute s'étendre. Cela permet de créer les liens physiques nécessaires pour qu'ils ne soient pas des îlots d'exclusion, coupés de la ville. Après quoi, on peut passer aux projets d'avenir, travailler avec les gens, poser des questions. A quoi doit ressembler ce quartier? Comment va-t-il s'intégrer à la vie économique? Les habitants veulent avoir accès à des commerces et à des emplois. Comment va-t-on les créer?



© Marco/Ask Images, Paris

**Pour commencer, il faut inscrire les quartiers informels sur le plan de la ville, dit John Abbott. Ici, un bidonville à Ciudad de Guatemala.**

**Pourquoi est-ce si important de souder une ville?**

Une ville est un lien complexe entre des individus et des groupes qui sont interdépendants, même si nous avons tendance à l'oublier. L'insécurité et la criminalité dans un quartier ont nécessairement un impact sur les autres. Nous drainons les ressources urbaines au détriment des populations pauvres, que nous n'aidons pas. En divisant une ville entre riches et pauvres – ou en zones régulières et irrégulières –, on

renforce une mentalité de camp retranché et on limite, en réalité, son potentiel de croissance et de développement.

Se concentrer sur les besoins immédiats ne suffit pas. Il faut une vision, une stratégie à long terme, qui permette à chacun d'apporter sa pierre au développement de la ville.

**Propos recueillis par Amy Otchet et René Lefort, respectivement journaliste et directeur du Courrier de l'UNESCO.**

**LISTE DES AGENTS DE VENTE**

Adressez-vous à l'agent de vente de votre choix, qui vous communiquera le montant de l'abonnement en monnaie locale.

**AFRIQUE DU SUD:** International Subscription Services, PO Box 41095, Craighall 2024. Fax: 880 6248.  
**Mast Publications,** PO Box 901, Parklands 2121. Fax: 886 4512.  
**ALLEMAGNE:** German Commission for UNESCO, Colmanstr. 15, D-53115 Bonn. Fax: 63 69 12.  
**Uno Verlag,** Dag Hammarskjöld Haus, Poppelsdorfer Allee 55, D-53115 Bonn. Fax: 21 74 92.  
**ARGENTINE:** Edilyr Srl, Librería Correo de la UNESCO, Tucumán 1685, 1050 Buenos Aires. Fax: 371-8194  
**AUSTRALIE:** Hunter Publications, 58A Gipps Street, Collingwood VIC 3066. Fax 419 7154. ISA Australia, PO Box 709, Toowong QLD 4066. Fax: 371 5566.  
 United Nations Assoc. of Australia/Victorian Div., 179 St George's Road, N. Fitzroy VIC 3068. Fax: 481 7693.  
**AUTRICHE:** Gerold & Co, Import & Export, Zeitschriften/Periodicals, Graben 31, A-1011 Vienne. Fax: 512 47 31 29.  
**BELGIQUE:** Monsieur Jean de Lannoy. 202 av du Roi, B-1060 Bruxelles. Fax: 538 08 41.  
**BRESIL:** Fundação Getulio Vargas, Editora Divisão de Vendas, Caixa Postal 62.591, 22257-970 Rio de Janeiro RJ. Fax: 551-0948.  
**CANADA:** Renouf Publishing Company Ltd, 5369 ch. Canotek Road, Unit 1, Ottawa, Ont K1J 9J3. Fax: (1-613) 745 7660.  
**Faxon Canada,** PO Box 2382, London, Ont. N6A 5A7. Fax: (1-519) 472 1072.  
**CHILE:** Universitaria Textolibro Ltda., Casilla Postal 10220, Santiago. Fax: 681 9091.  
**CHINE:** China National Publications, Import & Export Corp., PO Box 88, 16 Gongti East Rd, Beijing 100020. Fax: 010-65063101.  
**CORÉE:** Korean National Commission for UNESCO, CPO Box 64, Séoul 100-600. Fax: 568 7454.  
**DANEMARK:** Munksgaard, Norre Sogade 35, PO Box 2148, DK-1016 Copenhagen K. Fax: 12 93 87.  
**ESPAGNE:** Mundi Prensa Libros SA, Castelló 37, 28001 Madrid. Fax: 91575 39 98.

**Librería Al Andalús,** Roldana 3 y 4, 410091 Séville. Fax: 95422 53 38.  
**Los Amigos de la UNESCO,** Avenida Urquijo 62, 2 Ld., 48011 Bilbao. Fax: 94427 51 59/69  
**ÉTATS-UNIS:** Beman-Associates, 4611-F Assembly Drive, Lanham MD 20706-4391. Fax: 459 0056.  
**FINLANDE:** Stockmann/Akateeminen Kirjakauppa, PO Box 23, SF-00371 Helsinki. Fax: +358 9 121 4450.  
**Suomalainen Kirjakauppa Oy,** PO Box 2, SF-01641 Vantaa. Fax: 852 7990.  
**GRÈCE:** Librairie Kauffmann SA, Mauvrokordatou 9, GR-106 78 Athènes. Fax: 38 33 967.  
**GUATEMALA:** Comisión Guatemalteca de Cooperación con la UNESCO, 3A Avenida 10 29, Zona 1, Apartado Postal 2630, Ciudad de Guatemala.  
**HONG KONG:** Hong Kong Government Information Services Dept., 1 Battery Path Central, Hong Kong  
**HONGRIE:** Librotrade K F T, Periodical Import/K, POB 126, H-1656 Budapest. Fax: 256-87-27.  
**INDE:** Orient Longman Ltd (Subscr. Account), Kamani Marg, Ballard Estate, Bombay 400 038. Fax: 26 91 278.  
**Oxford Book & Stationery Co,** Code No D 8208052, Scindia House, New Delhi 110 001. Fax: 33 22 639.  
**ISRAËL:** Literary Transactions Inc., C/O Steimatsky Ltd., PO Box 1444, Bnei Brak 51114. Fax: 52 81 187.  
**ITALIE:** Licosca/Libreria Comm. Sansoni SPA, Via Duca di Calabria 1/1, I-50125 Florence. Fax: 64 12 57.  
**JAPON:** Eastern Book Service Inc., Periodicals Account, 3 13 Hongo 3 Chome, Bunkyo Ku, Tokyo 113. Fax: 818 0864.  
**LUXEMBOURG:** Messageries Paul Kraus, BP 2022, L-1020 Luxembourg. Fax: 99 88 84 44.  
**MALTE:** Sapienzas & Sons Ltd., PO Box 36, 26 Republic Street, La Valette CMR 01. Fax: 24 61 82.  
**MAROC:** UNESCO, B.P. 1777 RP. Rabat. Fax: 212-767 03 75, Tél.: 212-767 03 74/72.  
**MEXIQUE:** Librería El Correo de la UNESCO SA, Col Roma, Guanajuato 72, Deleg Cuauhtémoc, 06700 Mexico DF. Fax: 264 09 19.

**NORVÈGE:** Swets Norge AS, Østensjøveien 18-0606 Oslo, PO Box 6512, Etterstad. Fax: 47 22 97 45 45.  
**NOUVELLE ZÉLANDE:** GP Legislation Services, PO Box 12418, Thorndon, Wellington. Fax: 496 56 98.  
**PAYS-BAS:** Swets & Zeitlinger BV, PO Box 830, 2160 SZ Lisse. Fax: 2524 15888. Tijdschriftcentrale Wijck B V, Int. Subs. Service, W Grachtstraat 1C, 6221 CT Maastricht. Fax: 32 50 103.  
**PORTUGAL:** Livraria Portugal (Dias & Andrade Lda), Rua do Carmo 70 74, 1200 Lisboa. Fax: 34 70 264.  
**RÉPUBLIQUE TCHÈQUE:** Artia, Ve Smeckach 30, 111 27 Prague 1.  
**ROYAUME-UNI:** The Stationery Office Publications Cre., 51 Nine Elms Lane, Londres SW8 5DR. Fax: 873 84 63.  
**RUSSE:** Mezhdunarodnaja Kniga, Ul Dimitrova 39, Moscou 113095.  
**SRI LANKA:** Lake House Bookshop, 100 Chittampalam, Gardiner Mawatha, Colombo 2. Fax: 44 78 48.  
**SUÈDE:** Wennergren Williams AB, PO Box 1305, S-171 25 Solna. Fax: 27 00 71.  
**SUISSE:** Dynapresse Marketing SA, (ex-Naville SA), 38 av Vibert, CH-1227 Carouge. Fax: 308 08 59.  
**Edigroup SA,** Case Postale 393, CH-1225 Chêne-Bourg. Fax: (022) 348 44 82.  
**Europa Verlag,** Ramistrasse 5, CH-8024 Zürich. Fax: 251 60 81  
**Karger Libri AG,** Wissenschaftl. Buchhandlung, Petersgraben 31, CH-4009 Bâle. Fax: 306 12 34.  
**Van Diermen Editions Techniques-ADECO,** Chemin du Lacuez, CH-1807 Blonay. Fax: 943 36 05.  
**THAÏLANDE:** Sukspan Panit, Mansion 9, Rajadamem Avenue, Bangkok 2. Fax: 28 11 639.  
**TUNISIE:** Commission Nationale Tunisienne auprès de l'UNESCO, 22,rue de l'Angleterre, 1000RP Tunis. Fax: 33 10 14.  
**URUGUAY:** Ediciones Trecho SA, Cuento Periódicos, Maldonado 1090, Montevideo. Fax: 90 59 83.  
**VENEZUELA:** UNESCO/CRESALC, Edif. Asovincar, Av Los Chorros, Cruce C/C Acueducto, Altos de Sebucan, Caracas. Fax: 286 03 26.